

La casse de l'oncle **atome** me

470 millions
d'euros
au nucléaire

Nucléaire : merci Covid !

Plan de relance économique post Covid : l'argent public pour une filière dangereuse et polluante

En accordant 470 millions d'euros au nucléaire dans le plan de relance, l'État a franchi une ligne rouge. L'argent public ne doit pas servir à pérenniser une filière dangereuse, polluante et productrice de déchets ingérables - et qui accapare d'ailleurs déjà une grande partie des crédits de recherche dédiés à l'énergie.

Une technologie à bout de souffle

Les « petits réacteurs modulaires » évoqués dans le plan sont une chimère sans avenir, mise en avant uniquement pour entretenir un horizon pour une filière en bout de course (notamment à l'exportation). De plus, leur développement aboutirait à multiplier les sites à risque, une perspective intolérable dans un monde géopolitiquement instable, et irait de pair avec la poursuite de la production de déchets. Récemment nommée Ministre de la transition écologique et solidaire, Barbara Pompili « assume totalement » son soutien à des projets aussi absurdes. Record battu de rapidité d'avalage de couleuvre ?

Investissons les véritables secteurs d'avenir

Présenter ce projet comme bénéfique pour le climat relève de la supercherie. Alors que l'urgence climatique impose de réduire nos émissions dès maintenant, il faudrait attendre des décennies que ces petits réacteurs soient mis au point puis sortent de terre pour produire leur électricité soi-disant « décarbonée » ; sans compter que la perte de compétence et les fraudes endémiques au sein de la filière nucléaire promettent leur lot de malfaçons, de scandales et surcoûts !

LA PAUVRETÉ PROGRESSE EN FRANCE



Ce n'est certainement pas avec ces quelques centaines de millions d'euros que la filière nucléaire fera face aux coûts vertigineux du renouvellement du parc, ni au renouvellement de ses compétences. Mais il est inacceptable de jeter ainsi l'argent public par les fenêtres alors que de véritables secteurs d'avenir (rénovation des bâtiments, économies d'énergie dans tous les domaines, initiatives citoyennes collectives de production d'énergie renouvelable, éducation et formation sur l'énergie...) en ont cruellement besoin, et que les services publics sont en souffrance.

Enfin, la production massive d'hydrogène ne doit pas être utilisée comme un moyen de légitimer le nucléaire. Outre le faible rendement d'un processus aboutissant à générer de l'hydrogène à partir d'électricité nucléaire, il serait grotesque de qualifier de « vert » un gaz qui aurait nécessité l'utilisation d'une électricité productrice de déchets radioactifs.

Source : Réseau sortir du nucléaire 09/2020

Démantèlement des centrales nucléaires : EDF ment sur le coût

46 milliards d'euros pour le démantèlement... c'est trop peu !

Programme d'arrêt des vieilles centrales

Avec l'arrêt du premier réacteur de la centrale de Fessenheim samedi 22 février 2020, la France est en-

trée dans une nouvelle phase de son histoire avec l'atome civil: le début d'un long programme d'arrêt des infrastructures construites dans les années 1980-90 qui conduira à leur démantèlement.

Que penser du planning prévisionnel de ce programme et de son montant financier? Un premier éclairage nous vient de la Cour des Comptes qui publie un rapport début mars qui juge sévèrement le calendrier et les coûts annoncés par EDF, Orano (ex-Areva) et le CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives). La projection des charges de déconstruction de l'ensemble du parc nucléaire s'élèverait à 46 milliards d'euros pour un calendrier s'étalant sur plus d'un siècle.

Quand la Cour des comptes s'en mêle

Ces projections sont vivement critiquées par la Cour des Comptes estimant qu'EDF et Orano ont mal évalué

« certaines dépenses ». Doux euphémisme dans la bouche des « sages »! D'autre part, ils estiment que le provisionnement des charges futures ne repose pas toujours sur les calendriers les plus réalistes. Il est vrai qu'EDF est coutumier des retards systématiques dans ses chantiers (EPR de Flamanville et en Finlande pour ne citer que les plus emblématiques). Les démantèlements actuels connaissent aussi d'importantes dérives de coûts prévisionnels: doublement entre 2013 et 2018 et délais qui s'allongent. C'est notamment le cas pour les 6 réacteurs de l'ancienne technologie graphite-gaz des années 60. Un surcoût de 4,5 milliards d'euros est annoncé et une fin de démantèlement reporté au 21^e siècle!

Nous continuons à renflouer le nucléaire

EDF étant dans une situation financière délicate, il faut donc s'attendre à ce que l'État continue de renflouer ses comptes régulièrement pour limiter l'envolée du coût du kwh. Les dindons de la farce seront donc tout à la fois le contribuable et le consommateur.

Source: Le Monde du 5/03/2020

FRANCE



BANDE DESSINÉE

CENT MILLE ANS

Bure ou le scandale des déchets nucléaires

Auteurs : Gaspard d'Allens, Pierre Bonneau et Cécile Guillard / Edition : La revue dessinée/Seuil

C'est l'un de ces petits villages qui n'a jamais eu droit à sa carte postale. Et pourtant... L'endroit fait parler de lui jusqu'au sommet de l'État, la zone est quadrillée, ses 80 habitants surveillés. À Bure, 85 000 mètres cubes de déchets radioactifs doivent être enfouis à 500 mètres sous terre et y passer les cent mille ans à venir. Pour l'État français, l'enjeu est colossal : il en va de la survie de l'industrie nucléaire. De gré ou de force, ce projet titanesque doit aboutir.

Face à ce rouleau compresseur, la Meuse n'était pas censée résister. Les millions d'euros déversés sur le territoire devaient faire taire la contestation. En vain. À mesure que celle-ci s'intensifiait, Bure est devenu le théâtre d'une sidérante répression. Entre clientélisme et autoritarisme, le plus grand projet industriel d'Europe avance au mépris de la démocratie.

C'est ce que révèle l'enquête implacable des journalistes Pierre Bonneau et Gaspard d'Allens mise en scène par Cécile Guillard.

Fessenheim : fermeture en or ou « vrai gâchis » ?

400 millions d'euros
... pour commencer

et plus encore
jusqu'en 2041...

La fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim : un stupide « cadeau aux écolos » ? Une aberration. Une folie. Petit rappel : les deux réacteurs de Fessenheim ont été mis en service en 1971. Âgés de 43 ans, ils sont les plus vieux des 56 réacteurs français, lesquels avaient été conçus pour durer trente ans. Ils ont donc déjà rempli bien plus que leur office. Auraient-ils pu servir plus longtemps ? Pas sûr.

Ces deux réacteurs devaient passer cette année leur quatrième visite décennale. À l'issue de laquelle l'ASN (le gendarme du nucléaire) leur aurait donné, ou non, l'autorisation de fonctionner encore dix ans. Mais ils souffrent d'un gros défaut : leur radier (la dalle de béton à la base des réacteurs) n'était, à l'origine, épais que de 1,2 mètre, alors que tous les autres en ont un de 4 mètres d'épaisseur. Cela à cause de la nappe phréatique qui affleure.

Une centrale impossible à mettre aux normes

À la suite de l'accident de Fukushima l'ASN a demandé lors de la troisième visite décennale (2011) que ce radier censé empêcher la fusion du cœur de tourner à la catastrophe, soit renforcé. EDF a proposé de passer à 1.5 mètres. Impossible de faire plus en raison de la nappe phréatique. Pas suffisant. EDF a alors proposé d'installer un « ralentisseur de corium » la matière radioactive en fusion attaquerait le radier mais ne

le percerait qu'en 12 heures au lieu de 8 heures. N'empêche que la nappe finirait par être bel et bien contaminée...

Une fermeture sans dédommagement pour EDF ?

Pour la quatrième décennie l'ASN a décrété que les 57 réacteurs vieillissants devaient tous rehausser leur niveau de sécurité en s'équipant d'un ralentisseur de corium. Mais Fessenheim en a déjà un. Et il ne peut mieux faire et son radier n'étant que de 1.5 mètres son niveau de sûreté resterait forcément au-dessous de celui de tous les autres réacteurs.

Non, une fermeture anticipée

Il aurait donc eu de fortes chances de ne pas franchir la quatrième visite décennale. L'ASN aurait exigé sa fermeture pour raison de sécurité. Petite conséquence sonnante et rébuchante : EDF n'aurait pas touché un sou. Alors que pour cette fermeture dite « anticipée » non seulement l'État actionnaire d'EDF à 83.6 % s'est engagé à offrir 400 millions de dédommagements dans les cinq ans mais en prime il est prévu « des versements ultérieurs correspondant à l'éventuel manque à gagner » lié aux bénéfices qui auraient pu être tirés de l'exploitation jusqu'à carrément. 2041 ! Soit d'après un rapport des députés Goua et Mariton des milliards en perspective. Un « gâchis » cette fermeture ?

En tout cas une bonne affaire pour EDF...

Source : *Le Canard Enchaîné*

Non à la construction d'une « laverie nucléaire »

À Suzannecourt en Haute-Marne, à 20 km de Bure, des travaux préparatoires à la construction d'une « laverie pour linge radioactif » par Unitech (entreprise américaine) ont débuté en juin 2020.

L'objectif est, d'ici 2021, de laver le linge contaminé de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de La Hague. À terme, la totalité des tenues portées par les ouvriers du nucléaire de France pourrait atterrir ici, soit plus de 1 900 tonnes de linge par an.

Décontamination et entreposage de conteneurs

Le site pourrait aussi accueillir une activité de décontamination et d'entreposage de conteneurs qui émettrait quinze fois plus de polluants radioactifs que la laverie. Les eaux usées, chargées de détergents et de radionucléides, seront déversées dans la Marne après traitement avec le risque de pollutions.

Depuis plusieurs années, Unitech suscite une vive opposi-

tion parmi les habitants. 87 % des contributions à l'enquête publique étaient défavorables au projet. Le recours en justice sur le fond, déposé par l'EODRA (Association d'élus opposés au projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure), Greenpeace France, Nature Haute-Marne et le Réseau Sortir du nucléaire suit son cours.

Une opposition justifiée

Un nouveau recours en justice a été déposé également en octobre par le Collectif Contre Unitech (associations Belles Forêts Sur Marne, Cedra, Eodra, Joinville Lave-Plus Propre, Gudmont-Dit-Non, le collège des habitants, le collège des maires) avec pour avocate, Corinne Lepage.

D'autre part, la sécheresse de cet été a convaincu le département de la Haute-Marne de s'opposer à l'implantation d'Unitech par une motion approuvée fin septembre.

Source : *CEDRA 52*



France : make nucléaire great again

Le gouvernement a adopté en avril, sa feuille de route énergétique à l'horizon 2028, exprimant la volonté de développer les énergies renouvelables et de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité.

Sur le nucléaire, le gouvernement confirme l'objectif de fermer 14 réacteurs d'ici 2035, dont les deux de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin) qui doivent s'arrêter de fonctionner cette année. Le premier a déjà été arrêté en février, le second s'est arrêté le 30 juin. La France cherche ainsi à réduire sa dépendance au nucléaire en ramenant sa part dans sa production d'électricité à 50 % en 2035, contre plus de 70% aujourd'hui.

«Rechaper» des vieilles centrales, la priorité ?

Un objectif qui avait été repoussé de cinq ans, qui pose un postulat de principe sur la prolongation de quasiment tous les réacteurs à 50 ans, ainsi que le projet de construction de nouveaux EPR. En pleine crise sanitaire, et alors qu'une crise économique s'annonce, il apparaît d'autant plus aberrant de prévoir d'engloutir des milliards dans d'hypothétiques travaux sur de vieilles centrales et dans de nouveaux réacteurs. Les priorités devraient être mises ailleurs. Dans un monde

de plus en plus incertain, la sagesse exigerait d'en finir avec une technologie complexe, coûteuse et dangereuse, pour s'acheminer vers un système énergétique sobre, résilient et renouvelable.

Sans soucis des risques, coûts et déchets

La PPE est fidèle au principe de ce Gouvernement: « make nucléaire great again ». Bien loin d'organiser concrètement la fermeture des vieux réacteurs, elle acte surtout la prolongation de leur durée de fonctionnement sans se soucier des risques, des coûts et des déchets. En prime, elle ouvre la voie à la construction de 6 nouveaux EPR en France, à contrecourant de toute logique économique.

Le consommateur paiera

En parallèle, le Gouvernement prévoit une réforme pour faire payer aux consommateurs les surcoûts du nucléaire. Encore une fois, les intérêts du nucléaire passent bien avant ceux des Français.es et de la transition énergétique. Si seulement le Gouvernement militait avec autant de ferveur pour le déploiement des énergies renouvelables, les économies d'énergie et la rénovation des logements des millions de locataires qui n'arrivent pas à se chauffer l'hiver.

Source : France nature Environnement

BONNE NOUVELLE!

Une entente pour interdire les armes nucléaires

Lueur d'espoir dans une période de ténèbres

Lettre ouverte de soutien au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires *Extraits*

56 anciens premiers ministres, ministres de la défense ou des affaires étrangères de 22 pays abritant des armes nucléaires d'un allié signent cette tribune appelant leurs États à approuver le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), qui doit entrer en vigueur dans quelques mois. « Une nouvelle course aux armements nucléaires est en cours (...) Le traité d'interdiction est une lueur d'espoir, dans une période de ténèbres. Nous devons faire preuve de courage et d'audace – et adhérer au traité », écrivent-ils.

14 000 armes nucléaires

Avec près de 14000 armes nucléaires réparties sur des dizaines de sites à travers le monde et dans des sous-marins qui patrouillent les océans en permanence, la capacité de destruction dépasse l'imagination. Tous les dirigeants responsables doivent agir maintenant pour que les horreurs de 1945 ne se répètent plus jamais. Tôt ou tard, notre chance s'épuisera – sauf si nous agissons.

Le traité sur l'interdiction des armes nucléaires jette les bases d'un monde plus sûr, libéré de cette ultime menace. Nous devons l'adopter dès maintenant et nous efforcer d'obtenir de nouvelles adhésions. Il n'y a pas de remède à une guerre nucléaire. La prévention est notre seule option.

Source : Médiapart

Les chiffres du nucléaire militaire...

« Ici, dans une lueur d'éclair et de feu, de tant d'hommes et de femmes, de leurs rêves et de leurs espérances, il n'est plus resté qu'ombre et silence »

François — Hiroshima 24/11/2019

FRANCE: 300 ogives nucléaires

La France est signataire du traité de non prolifération des armes nucléaires (TNP), elle possède 300 têtes nucléaires.

Le traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) a été ratifié à ce jour par 33 pays quand 50 sont nécessaires pour obtenir une entrée en vigueur. Signalons qu'aucune puissance atomique n'a signé le TIAN ; plus cocasse, le Japon non plus ! Cette dissuasion nucléaire nous coûte « un pognon de dingue ». Elle met en danger l'avenir de l'humanité et elle pervertit l'ensemble des relations entre les nations.

Force terrestre

Missiles Sol-Sol : la France y a renoncé depuis les années 90.

Force océanique

Les Sous-marins Nucléaires Lanceurs d'Engins (SNLE), au nombre de quatre, sont basés à l'Île Longue, près de Brest. Trois sont simultanément opérationnels pendant que le quatrième est en entretien. Il s'agit du « Vigilant », du « Terrible », du « Téméraire » et du « Triomphant ». Trois lots de 16 missiles M51 (soit 48 missiles) équipent ces sous-marins. D'une hauteur de 12 mètres et d'un poids maximal de 56 tonnes, chaque missile peut contenir 6 têtes nucléaires. Un test de missile a connu un raté le 5 mars 2013 au large du Finistère et s'était détruit 30 secondes plus tard.

Force aérienne

54 missiles Air-Sol de Moyenne Portée Améliorée (ASMPA) équipent les « Rafales » et autres « Mirages » qui peuvent décoller des bases d'Istres de Saint Dizier ou du porte avion « Charles-de-Gaulle ».

ÉTATS-UNIS Après un moratoire de 28 ans, les États-Unis envisagent la reprise d'essais d'armes nucléaires. Les nombreuses menaces qui pèsent sur l'environnement planétaire, en matière de climat et de biodiversité, ont relégué au second plan des dangers plus anciens comme le risque nucléaire. Si depuis la fin de la guerre froide, la probabilité d'un conflit atomique est plus faible, elle n'est pas nulle. Alors que les arsenaux comptent toujours 14 000 têtes déployées, les États-Unis envisagent de reprendre des essais nucléaires, alors que le dernier remonte à 1992.

JURA Ce 6 février 2021, au-dessus de la France, des scientifiques ont relevé des échantillons dans le massif du Jura. Des analyses ont mis en valeur des traces des essais nucléaires français au Sahara au début des années 60 ! La présence du césium 137 dans le sable est en quantité minime, apparemment sans conséquences pour la santé.

ÉTATS-UNIS :
5 800 milliards
de dollars pour
leur armement
nucléaire

ÉTATS-UNIS: 6 450 ogives

Concernant l'arsenal américain, son déploiement en Europe, dans le cadre des bases de l'OTAN, est disséminé en Italie, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Turquie. Sur la période 1940-1996, les USA ont dépensé 5 800 milliards de dollars pour leur armement nucléaire. Un plan de modernisation prévu sur 30 ans engagera un trillion de dollars. L'armada nucléaire américaine, elle, est répartie entre les composantes terrestre, aérienne et sous-marine.

Force terrestre

440 missiles balistiques intercontinentaux forment la composante terrestre avec une capacité de frappe à 10 700 km et avec un délai de lancement de 15 minutes.

Force océanique

L'US Navy c'est 14 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), soit 40% de leur force nucléaire. Chacun est équipé de 20 missiles ce qui porte à 240 missiles sous-marins en état d'alerte permanent. Ils ciblent la Chine, la Corée du Nord et la Russie. Ajoutons à cela 11 porte-avions et pour protéger cette armada (car c'est fragile ces petites choses-là!), 52 sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire veilleront en permanence.

Force aérienne

Force Nucléaire Aéroportée: 94 appareils peuvent transporter des bombes et missiles de croisière.

MONDE: 70 000 ogives

Le pic nucléaire fut atteint en 1986 avec un total de 70 000 ogives dans le monde. Aujourd'hui, il reste 13 890 ogives nucléaires dont 4 560 en attente de démantèlement et ce dans neuf pays. 9 330 sont actuellement déployées ou en réserve.

- ▶ Russie: 4 330
- ▶ USA: 3 800
- ▶ France: 300
- ▶ Chine: 290
- ▶ Royaume Uni: 215
- ▶ Pakistan: 150
- ▶ Inde: 140
- ▶ Israël: 80
- ▶ Corée du Nord: 25

Sources : Irenees.net 07/2015 / Le Monde 02/2015 / La Croix 11/2019



Faire baisser le lac de Vouglans aide le Rhône à refroidir les centrales nucléaires

Des lâchers d'eau pour produire de l'électricité, mais également liés à la sécheresse

Les lâchers d'eau ont pour but la production d'électricité mais également le maintien de l'étiage du fleuve le Rhône situé en aval du barrage. L'eau du Rhône permet de refroidir les centrales nucléaires. « Tant que la sécheresse continuera, Vouglans devra être utilisé pour soutenir les débits du Rhône », explique Gérard Ramos, délégué EDF Hydro Vallée de l'Ain. Cet abaissement s'inscrit également dans un dispositif de gestion préventive du risque de crue possible à l'automne.

Une baisse très rapide jusqu'à un mètre par jour

La particularité des lâchers d'eau de septembre 2020, c'est la rapidité des opérations. « Le manque d'apports en eau observé ces dernières semaines et les prévisions météorologiques actuelles nécessitent un abaissement du niveau du lac relativement rapide, d'environ un mètre par jour. Le niveau est actuellement d'environ 420 m NGF (nivellement général de la France) » précisait Gérard Ramos.

Une courte saison pour les plaisanciers

La côte estivale du lac de Vouglans est de 425 mètres NGF. Ce niveau garanti par EDF permet chaque année au lac d'assurer sa pleine vocation touristique (plages, ports, pontons...).

Avec les lâchers d'eau en cours, les plaisanciers sont invités à prendre leurs dispositions pour éviter des échouages d'embarcations. Dans les ports, il faut donc déplacer ou rentrer les bateaux. Ce lâcher d'eau est conventionnel, mais certains propriétaires de bateaux trouvent qu'il est arrivé un peu tôt. Avec le confinement de l'année dernière, les embarcations sont sorties très tard, et pour certains, la saison s'est terminée rapidement, nous a expliqué le gestionnaire d'un camping situé sur les rives du lac de Vouglans.

Chaque année étant plus chaude et plus sèche que la précédente, ces problèmes risquent de se reproduire compromettant l'avenir de ce beau lac sauvage de notre région

Source : France 3 Franche-Comté : Laurent Brocard



STOP NUCLÉAIRE BESANÇON

Qui sommes-nous? Stop Nucléaire Besançon est une association de citoyen-nes ordinaires, ouvert à toutes celles et ceux qui ont envie de convaincre et d'agir pour le développement des énergies renouvelables et la sortie rapide du nucléaire en France et dans le monde. Nous mettons toutes nos forces pour arrêter cette fuite en avant qui met en danger notre planète et ses habitant-e-s. Quelle que soit votre appartenance associative, syndicale ou politique, vous avez votre place dans notre groupe, rejoignez-nous!

Prochaine réunion de Stop Nucléaire Besançon :

par Zoom vendredi 5 mars à 18h / stopnuke25@gmail.com

Facebook: Stop Nucléaire Besançon

Adhérer

nom.....

prénom.....

adresse.....

courriel.....

Joindre à ce bulletin d'adhésion un chèque de 10 € à l'ordre de Stop nucléaire Besançon.

Adresse: **STOP NUCLÉAIRE BESANÇON**

10 chemin de la Fontaine 25720 Larnod